



MAIRIE DE CHANAC
48230

A_2025_011

ARRETE REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION DES VEHICULES

NOUS, Philippe ROCHOUX, Maire de la Commune de Chanac,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route et notamment l'article R 411-21-1,

VU l'arrêté modifié le 7 juin 1977 portant approbation de la 4^{ème} partie « signalisation de prescription » du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté modifié du 06 novembre 1992 portant approbation de la 8^{ème} partie « Signalisation temporaire » du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté n° A_2020_25 en date du 23 mai 2020 portant délégation de signature,

VU la demande d'autorisation de voirie, en date du 18 février 2025, présentée Madame Monique TROUSSELIER relative à un déménagement au 22 rue des Aires,

CONSIDERANT que cette opération nécessite que la circulation soit réglementée et qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes dispositions afin d'assurer l'ordre et la sécurité publique,

ARRETE

Article 1 : En raison du motif ci-dessus indiqué, des restrictions devront être apportées à la réglementation générale de la circulation.

Article 2 : Ces restrictions à la circulation des véhicules s'appliqueront le dimanche 23 mars 2025 de 8 h 00 à 18 h 00.

Durant cette période :

- le stationnement et la circulation seront interdits à tous les véhicules Rue des Aires, de l'embranchement de la Place du Terras jusqu'au droit de l'immeuble cadastré Section B n°106.

- Article 3 : La signalisation de chantier réglementaire, conforme aux prescriptions particulières sera mise en place et entretenue (de jour comme de nuit) par Madame Monique TROUSSELIER. Celle-ci sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir.
- Article 4 : Madame Monique TROUSSELIER prendra toutes dispositions pour maintenir la voie publique en parfait ordre de rangement et de propreté.
- Article 5 : Le présent arrêté devra obligatoirement être affiché sur le site par Madame Monique TROUSSELIER.
- Article 6 : Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 7 : Monsieur le Maire de Chanac,
Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Lozère,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Chanac, le 20 février 2025,

L'Adjoint au Maire,



Noël LAFOURCADE.